

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 rue Wéber
CS 52002
30900 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 23/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FULCHIRON INDUSTRIELLE

aux lieux-dits "Le Brugas, Les Combes et La Coste et Les Terriers"

30700 VALLABRIX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2022 dans l'établissement FULCHIRON INDUSTRIELLE implanté Le Brugas, Les Combes et La Coste et Les Terriers 30700 VALLABRIX . L'inspection a été annoncée le 25/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée de façon périodique à échéance annuelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FULCHIRON INDUSTRIELLE
- Le Brugas, Les Combes et La Coste et Les Terriers 30700 VALLABRIX
- Code AIOT dans GUN : 0018100044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière FULCHIRON INDUSTRIELLE exploite des sables destinés principalement à l'industrie. L'inspection a porté sur les émissions de poussières émises par l'installation de traitement fixe relevant de la rubrique 2515 sous le régime de l'enregistrement, la vérification d'un plan de tir d'explosif par échantillonnage (24/01/2022), le plan de gestion des déchets relevant de l'article 16b de l'AM du 22 septembre 1994 relatif à l'exploitation des carrières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les suites données à la dernière inspection ont été vérifiées sur place.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet
Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m3/h.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > b)	/	Sans objet
plan gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article art. 10.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Généralités	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37	/	Sans objet
Rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière fait l'objet d'un suivi périodique et d'une CSS visant à présenter ses résultats en matière d'impact. Le bilan de la visite établit 3 constats nécessitant une réponse de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
<p>Constats : Le site dispose de 2 principales sources d'émission de poussières au niveau des installations de traitement fixes de la carrière:</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la Zone Four qui relève de la rubrique 2910 et fait l'objet d'une surveillance des émissions via les seuils associés (non traité dans le cadre de cette inspection), - en sortie du dépoussiéreur installé en aval des installations de criblages relevant du régime d'enregistrement de la rubrique 2515 (cf. photo). <p>En sortie du dépoussiéreur, une mesure de débit a été réalisée par l'exploitant le 26 octobre 202 par le prestataire SOCOR AIR (rapport n°21EP725). Elle montre un débit d'aspiration de 4 670 m3/h.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
<p>Constats : En sortie du dépoussiéreur, un seul point de rejet existe. Le rejet s'effectue par passage préalable dans un filtre que l'exploitant indique entretenir de façon périodique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Constats : L'exploitant indique que les installations représente une puissance cumulée d'environ 60 kW. cependant, il n'a pas effectué de mesure de la valeur de rejet des concentrations de poussière.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m3/h.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > b)
Thème(s) : Risques chroniques, poussières
Constats : L'exploitant indique réaliser un entretien périodique. Néanmoins, le suivi de cet entretien n'a pas été présenté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : plan gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/01/2019, article art. 10.5
Thème(s) : Risques chroniques, PGD (AN)
Constats : L'exploitant a mis à jour son plan de gestion des déchets en 2021 (mise à jour de l'ancienne version de 2016). Le plan de gestion des déchets répond aux exigences réglementaires. En revanche, il n'a pas été adressé à la préfète
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet